

La décroissance, une solution à la crise ?

Dessine-moi l'éco, en partenariat avec Le Monde.fr et Le printemps de l'économie
2015, décembre 2014

Face à la gravité de la crise économique et sociale que nous traversons, chacun appelle de ses vœux le retour de la croissance, sans laquelle il n'y aurait pas de mieux-être possible. Et si le remède à la crise était au contraire la décroissance ? Quels sont les arguments de ses partisans ?

Exploitation pédagogique

Cette vidéo peut être utilisée en introduction du thème Economie du développement durable/La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?

On peut s'appuyer sur certains acquis de Première ES (défaillances du marché, externalités).

1. Pourquoi chaque pays cherche-t-il en général à augmenter sa production ?
2. À quelles limites se heurte la croissance économique ? Vous illustrerez votre réponse.
3. Quelles sont les préconisations des partisans de la décroissance ?
4. Pourquoi ce nouveau modèle suppose-t-il une coopération à l'échelle mondiale ?
5. Quelles sont les difficultés de sa mise en œuvre ?

Corrigé

1. La croissance est vue comme la clé de la prospérité et du progrès. Le supplément de richesses produites permet d'augmenter le niveau de vie moyen de la population et de financer les dépenses d'éducation et de santé indispensables au développement.
2. Toute production nécessite de prélever des ressources naturelles (intrants nécessaires à la production) et implique des rejets (extrants issus de la production). La croissance épuise des ressources non renouvelables (charbon, pétrole, gaz, sable, eau...) et est source de pollution. Dans le contexte de croissance démographique mondiale, risque de pénuries et donc de crises à la fois économiques (par exemple, renchérissement de certaines productions faute de matières premières), environnementales (dérèglement climatique, recul de la biodiversité...), géopolitiques (conflits pour l'appropriation de ressources raréfiées, déplacements de populations liés aux changements climatiques...), voire menaces sur la survie de l'espèce humaine.
3. Réduire progressivement la production mondiale, en commençant par la diminution de la production dans les pays développés. Cela suppose de réduire la consommation et de changer les modes de consommation en promouvant le don, les achats d'occasion, le recyclage... (plus largement, c'est la logique de l'économie circulaire) et de réduire le temps de travail pour partager les emplois.
4. Les atteintes à l'environnement sont des externalités négatives révélatrices des défaillances du marché. Comme les pollutions ne s'arrêtent pas aux frontières, il faut alors prendre des mesures à l'échelle de la planète, ce qui suppose que les pays s'entendent sur des normes environnementales, comme les quotas d'émissions de CO₂ par exemple, et acceptent d'imposer des règles contraignantes aux entreprises situées sur leur sol.
5. Pour que soient adoptés des comportements coopératifs, il faut notamment que les efforts soient justement répartis. À priori, chaque pays a en effet intérêt à laisser les autres agir et à se comporter en passager clandestin pour bénéficier des améliorations environnementales sans les financer. Les pays en développement font valoir que les pays développés, qui ont profité de ressources abondantes et bon marché pour se développer et sont largement responsables du réchauffement climatique, doivent consentir les engagements les plus ambitieux. Chaque pays craint de handicaper la compétitivité de ses entreprises en leur imposant des contraintes ou des taxes plus élevées qu'ailleurs. Même si les obstacles paraissent importants (cf. le qualificatif d'« utopiste » à la fin de la vidéo), il y a une prise de conscience des enjeux environnementaux dans l'opinion (pas seulement occidentale comme en témoigne la montée du mécontentement en Chine) et certaines avancées, comme la déclaration commune en novembre 2014 des États-Unis et de la Chine concernant la réduction de leurs émissions de GES.